

**DÉLIBÉRATION VM 2022 05 -  
Relative aux dispositions financières liées au déploiement et à l'exploitation  
d'une station Velib' financée par un opérateur privé**

Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation de la Régie Velib'  
**Séance du 31 mars 2022 – à distance**

**EXPOSÉ DES MOTIFS**

Le Syndicat Autolib' et Velib'Métropole par le titulaire du marché Velib' exploite un service de location de vélos mécaniques et électriques en libre-service qui répond au fonctionnement des services publics de transport maillés. Son efficience répond à la double exigence d'un maillage correctement établi et d'un dimensionnement des stations correspondant aux besoins des usagers.

La technologie retenue qui permet d'offrir des vélos électriques, de limiter de manière conséquente le vandalisme et d'augmenter la capacité des stations, nécessite d'implanter de nouvelles stations électrifiées pour l'essentiel sur les voiries, voire sur d'autres espaces publics ou privés dès lors qu'ils sont accessibles au public 24h/24.

Le nombre de stations implantées est fonction des besoins, étant entendu qu'un maillage suffisamment fin, cohérent et continu constitue une condition nécessaire à son bon fonctionnement. Ce maillage pour être efficace doit s'envisager dans un territoire plus large que les limites communales afin d'opérer le meilleur service public possible pour les usagers.

Le marché Velib' VM 201701-1 dispose dans le programme fonctionnel définitif clauses administratives à l'article 6.4 « Participation au financement du service par des tiers » que *« des stations pourront être implantées à la demande de tiers relayée par le titulaire ou le pouvoir adjudicateur. Les vélos-stations concernées peuvent être installées sur le domaine des collectivités membres du pouvoir adjudicateur mais également sur la propriété de tiers au contrat. Dans ce second cas, elles sont librement accessibles à tous les usagers du service en permanence dans les mêmes conditions que les autres stations du dispositif. Cette station est intégrée dans le dispositif global. Sur la propriété privée, une convention précise en outre les modalités de mise à disposition et d'occupation du domaine privé à titre gratuit. Ces implantations feront suite à l'accord préalable du pouvoir adjudicateur. »*

Il est également précisé que « une convention est signée entre le tiers et le pouvoir adjudicateur. Cette convention précise notamment le montant total et les modalités de financement. Le pouvoir adjudicateur émet un ordre de service au titulaire pour cette station. »

Dans ce cadre, il convient de fixer l'ensemble des prix requis pour permettre le déploiement et l'exploitation des stations financées par un opérateur privé.

Je vous prie, mes cher.e.s collègues, de bien vouloir en délibérer.

Le Président,

**DÉLIBÉRATION VM 2022 05 -  
Relative aux dispositions financières liées au déploiement et l'exploitation d'une  
station Velib' financée par un opérateur privé**

Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation de la Régie Velib'  
**Séance du 31 mars 2022 – à distance**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib'Métropole ;

Vu les statuts de la Régie autonome Velib' ;

Vu le marché de vélos en libre-service-Velib' notifié le 9 mai 2017 ;

**Le Comité syndical en substitution du Conseil d'exploitation de la Régie Velib',  
après en avoir délibéré,**

**Décide, à l'unanimité,**

**Article 1 : de fixer** le tarif forfaitaire d'installation d'une station Velib' financée par un opérateur privé en application de l'article 6.4 du programme fonctionnel définitif clauses administratives (PFAD) du marché Velib' VM 201701-1 à 60 500 euros hors taxe hors indexation.

Ce montant est dû par l'opérateur privé à la signature de la convention signée avec le Syndicat qui en détaillera les conditions techniques conformément aux dispositions de l'article 6.4 du PFAD, hors prix des prestations complémentaires éventuelles fixées à l'article 3.

**Article 2 : de fixer** le tarif d'exploitation annuel d'une station Velib' financée par un opérateur privé en application de l'article 6.4 du PFAD du marché Velib' VM 201701-1 à 18 000 euros hors taxe hors indexation.

Ce montant est dû chaque année selon des modalités de paiement et les conditions techniques fixées dans la convention prévue en application des dispositions de l'article 6.4 du PFAD, hors prix des prestations complémentaires éventuelles fixées à l'article 3.

**Article 3 : de fixer** les prix des prestations complémentaires, hors taxe et hors indexation dus par les opérateurs privés signataires d'une convention avec le Syndicat en application des dispositions de l'article 6.4 du PFAD, tels que décomposés en annexe 1 de la présente délibération.

**Article 4 : de fixer** l'indexation applicable aux présents tarifs telle que définie en annexe 2.

**Article 5 : dit** que le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Le Président,  
*Sylvain Raifaud*

 Certified by yousign  
Sylvain Raifaud

## Annexe 1 à la délibération VM 2022 05

Prix des prestations complémentaires dus par les opérateurs privés signataires d'une convention avec le Syndicat en application des dispositions de l'article 6.4 du PFAD

Type de prestation	Prix de la prestation (hors taxe hors indexation)
<b>AUGMENTATION DE LA TAILLE DE LA VELO-STATION</b>	
Augmentation de la capacité de la vélo-station	2 800 € par paire de points d'accroche (minimum une paire)
Exploitation de points d'accroche supplémentaires	160 € par an par point d'accroche
<b>EXPLOITATION COURANTE DE LA VELO-STATION</b>	
Dépose de vélo-station	530 € par totem 65 € par point d'accroche
Repose de vélo-station	2 200 € par totem 65 € par point d'accroche
Neutralisation d'une vélo-station	135 € pour l'intégralité 50 € par point d'accroche
<b>TRAVAUX</b>	
Forfait de travaux désamiantage – toutes suggestions incluses	15 530 € par station
Diagnostic amiante	575 € par prélèvement
Effaçage, fourniture et mise en œuvre d'un marquage particulier	Sur devis
Fourniture et pose de seuils deux roues (galynettes type de Paris) sans panneau J4	1 530 € par unité
Dépose seuil (y compris réfection de sol)	1 140 € par unité
Fourniture d'un panneau J4	15 € par unité
Fourniture d'un support ou potelet	90 € par unité
Pose d'un panneau de signalisation de type J4 avec support ou d'un potelet de voirie	255 € par unité
Réalisation de liaison inter-station - travaux sous chaussée	1 035 € par mètre linéaire
Réalisation de liaison inter-station - travaux sous trottoir	460 € par mètre linéaire
Raccordement d'une vélo-station par extension de réseaux ENEDIS	Sur devis
Raccordement d'une vélo-station sur un réseau tiers	Sur devis
Etude de faisabilité complémentaire	570 € par unité
Etude de faisabilité et d'exécution complémentaire	1 815 € par unité
Modification orientation totem de 180°	3 120 €
Modification orientation totem autre que 180°	6 680 €
Fourniture et mise en place d'une protection réseaux spécifique	55 € par mètre linéaire
Interventions complémentaires demandées (pour des contraintes extérieures)	715 €

## Annexe 2 à la délibération VM 2022-05

### Définition de l'indexation applicable aux tarifs fixés par la présente délibération

Les prix visés par les articles 1, 2 et 3 sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur du mois de février 2017.

Les prix sont révisables annuellement au 1<sup>er</sup> janvier par application de la formule suivante :

$$P_n = P_0 * \left[ 0,1 + 0,9 * \left( 0,6 * \frac{ICTrev - TS - IME_n}{ICTrev - TS - IME_0} + 0,4 * \frac{MIG EBIQ_n}{MIG EBIQ_0} \right) \right]$$

P<sub>0</sub> correspond au montant annuel en valeur date du mois de février 2017

P<sub>n</sub> correspond au montant annuel révisé pour l'année « n »

ICTrev-TS-IME<sub>0</sub> correspond à la valeur de référence, au mois M<sub>0</sub>, de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Industries mécaniques et électriques publié par l'INSEE (identifiant : 001565183), M<sub>0</sub> étant l'indice en vigueur en février 2017 soit l'indice du mois d'octobre 2016, publié le 9 janvier 2017, égal à 118.1.

ICTrev-TS-IME<sub>n</sub> correspond à la valeur - du mois d'octobre précédent l'année « n » considérée - de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Industries mécaniques et électriques publié par l'INSEE (identifiant : 001565183).

MIG EBIQ<sub>0</sub> correspond à la valeur de référence, au mois M<sub>0</sub>, de l'indice mensuel de prix de production de l'industrie française pour le marché français – Prix de marché - Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements publié par l'INSEE (identifiant : 001652129), M<sub>0</sub> étant l'indice en vigueur en février 2017 soit l'indice du mois de novembre 2016, publié le 21 décembre 2016, égal à 105.5

MIG EBIQ<sub>n</sub> correspond à la valeur - du mois d'octobre précédent l'année « n » considérée - de l'indice mensuel de prix de production de l'industrie française pour le marché français – Prix de marché - Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements publié par l'INSEE (identifiant : 010534841)

Le coefficient final de variation de prix est calculé sur la base de la sixième décimale et arrondi au millième inférieur. Exemple : Pour 1,034001, le coefficient est arrondi à 1,034.